



Strates

Matériaux pour la recherche en sciences sociales

5 | 1990

Conjuguer stratégies et territoires ?

De l'utilisation du concept de stratégie en géographie sociale : quelques éléments de réflexion

Jeanne Fagnani



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/1341>

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1990

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Jeanne Fagnani, « De l'utilisation du concept de stratégie en géographie sociale : quelques éléments de réflexion », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/strates/1341>

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

De l'utilisation du concept de stratégie en géographie sociale : quelques éléments de réflexion

Jeanne Fagnani

- 1 Le recours au concept de stratégie est de plus en plus fréquent dans toutes les disciplines des sciences humaines (Crow, 1989¹). En sociologie, par exemple, on l'utilise quel que soit le « champ » d'étude (*stratégies matrimoniales, stratégies familiales, stratégies de reproduction*, etc.). Les démographes parlent de *stratégies de fécondité*. Beaucoup d'économistes, se démarquant de la conception néoclassique traditionnelle de l'entreprise, emploient également ce terme pour désigner « *l'ensemble des décisions fondamentales de l'entreprise* », celles-ci pouvant être décomposées en *stratégie financière, stratégie commerciale, stratégie vis-à-vis du personnel, de l'État...* (Bremond, Geledan, 1984). La popularité de ce concept est tout aussi grande (et ancienne) parmi les historiens et les psychologues.
- 2 Mais est-il pertinent d'utiliser la notion de stratégie lorsque des géographes étudient les itinéraires (ou cheminements) résidentiels des ménages, le choix de leur logement et de sa localisation résidentielle, comme c'est le cas actuellement de l'équipe *Espace, population, société*?² Cela nous aide-t-il à comprendre certains processus de la ségrégation sociale dans l'espace ? Ces questions se posent dans la mesure où, comme nous le verrons plus loin, la notion de stratégie implique un choix entre des alternatives différentes, et l'on peut se demander si tous les ménages résidant en région parisienne (donc dans un contexte où le marché immobilier impose de très fortes contraintes), quels que soient leur milieu social et leurs revenus, disposent des ressources – de tout ordre – nécessaires pour élaborer des *stratégies résidentielles*.
- 3 Dans une première partie, je rappellerai quelques définitions de ce concept, j'évoquerai aussi certaines questions que soulève l'utilisation de cette notion en sociologie, et, dans la perspective des réflexions menées, je parlerai ensuite brièvement de la problématique qui a présidé à l'élaboration de notre questionnaire sur le *choix du logement*.

- 4 On le sait, le concept de *stratégie* vient du langage militaire³. Mais, comme l'a montré un récent article de G. Crow (1989), il est de plus en plus couramment utilisé en sociologie. Son usage croissant a fait partir des réactions contre un certain type de structuralisme. Par ailleurs, pour A. Giddens (1979) par exemple, l'analyse en termes de stratégie permettait d'aller au-delà de la classique dichotomie entre *structure et action*. Cependant, il n'existe pas vraiment de consensus sur ce que l'on peut qualifier de stratégie, sur la nature des relations entre stratégie et action ou sur les relations entre stratégie et rationalité. Pour beaucoup, elle s'applique seulement à certains types d'action, prenant place dans des situations largement prévisibles. Elle implique la présence de décisions conscientes et rationnelles, prises dans une perspective à long terme. Chez Wood et Kelly (1982, cités par Crow), les connotations liées à la notion de stratégie sont ainsi celles de la compréhension, de la cohérence, de perspectives à long terme et de la conscience.
- 5 Il est vrai que si l'on considère les stratégies comme un ensemble d'actions coordonnées ou de conduites articulées entre elles en fonction d'un but ou pour arriver à un résultat précis (qu'elles soient élaborées par des individus, des familles ou des collectivités), une vision relativement claire des objectifs à atteindre semble nécessaire. Dans le cas des individus ou des ménages, on voit parfois la mise en application de stratégies définies comme telles par les personnes enquêtées : C. Nicole (1988), par exemple, a bien mis en évidence l'existence de *stratégies professionnelles autonomes* chez les femmes mariées poursuivant une carrière qu'elle a étudiées. De même, avons-nous pu observer (Castelain-Meunier, Fagnani, 1988), lors d'une recherche auprès de couples des classes moyennes, que les mères pourvues d'un « bon capital scolaire » avaient souvent une conscience claire des objectifs qu'elles s'étaient fixés : elles en percevaient les enjeux, se projetaient dans l'avenir, anticipaient et avaient procédé à une sorte de calcul des « coûts et avantages » de chaque alternative qui s'offrait à elles. Elles cherchaient incontestablement à « maximiser » leurs ressources et à mobiliser les atouts dont elles pouvaient disposer pour arriver à concilier leur vie professionnelle avec leurs obligations familiales.
- 6 Pourtant, selon P. Bourdieu (1986, p. 21), il peut y avoir des stratégies inconscientes : ce sont « *des ensembles de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente des fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre* » et qui sont « *collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre* ». G. Menahem (1988) propose une définition assez proche : « *un système de fins articulé avec un système de moyens guidant dans les faits les comportements et décisions d'un individu, que ces comportements et décisions soient le résultat d'un choix conscient ou qu'ils soient le produit apparemment spontané de contraintes extérieures* ».
- 7 Rappelons enfin que le concept de stratégie fait partie intégrante de la théorie du *choix rationnel*, en particulier de la théorie des jeux (Crow, 1989 ; Godart, 1988), et est souvent lié aux questions du choix et du pouvoir, mais aussi aux caractéristiques des interactions. Par exemple, les stratégies des chefs d'entreprise (*management control strategies*) dépendent étroitement des stratégies déployées par le personnel et leurs syndicats. En effet, on considère presque unanimement qu'une stratégie ne peut être analysée et prendre tout son sens qu'en référence au système d'interactions (conjugales, par exemple, qui fondent l'unité domestique) dans lequel elle s'inscrit et que si elle est reliée aux autres stratégies.

- 8 On peut aussi avoir affaire à un *enchaînement* de stratégies, articulées entre elles et correspondant à une même logique. Ainsi, par exemple, dans sa recherche sur *Les stratégies professionnelles et familiales des femmes algériennes*, Y. Boulahbel-Villac (1989) montre que ces femmes poursuivent d'abord une stratégie matrimoniale (épouser un immigré) puis, une fois installées en France, elles cherchent à s'intégrer en recourant fréquemment au travail informel (qui leur donne les moyens d'une autonomie financière) et en multipliant les contacts avec les travailleurs sociaux afin d'obtenir les informations sur leurs droits dans différents domaines. Elles jouent ainsi un rôle clé dans les modalités d'intégration de ces familles dans la société d'accueil. Elles ne veulent pas seulement accéder à un mode de consommation, mais également assurer leur avenir et celui de leurs enfants. Loin d'être passives, elles mettent en œuvre des actions et calculent à long terme.
- 9 Cependant, certains acteurs peuvent justifier leurs actions de façon discursive en faisant appel à des raisons qui diffèrent de la rationalité effectivement engagée dans ces actions. Ainsi, par exemple, G. Menahem (1988) qui distingue, au sein des familles, trois types de stratégies, patrimoniale, conjugale et associative, estime qu'il est nécessaire de procéder à des entretiens qualitatifs approfondis pour examiner dans quelle mesure « *la réalité des conduites familiales et des représentations que les acteurs en font, est interprétable en termes de comportements d'acteurs guidés par des stratégies* ».
- 10 Mais, dans la perspective de ce qui vient d'être énoncé, le recours, dans le cadre de notre enquête, à la notion de *stratégie résidentielle* est-il pertinent ? Cette notion a-t-elle un sens dans tous les cas de figure ?
- 11 Dans sa recherche sur la mobilité résidentielle d'une cohorte de Parisiens, C. Bonvalet (1988) estime que « *la redistribution spatiale de la population en région parisienne au profit de la grande banlieue s'est faite sous la contrainte* ». De nombreux ménages ont dû ou doivent, en effet, quitter le centre de Paris pour acquérir ou louer un logement en banlieue correspondant à leurs exigences de confort et à leurs disponibilités financières, surtout lorsque la taille de la famille s'accroît.
- 12 Peut-on alors considérer que, dans ce contexte de très fortes tensions du marché immobilier, tous les ménages puissent élaborer des *stratégies résidentielles* ? Si l'on admet que tous bénéficient, quels que soient leurs revenus, d'une relative marge de manœuvre dans ce domaine (qui varie en fonction d'un certain nombre de paramètres), l'utilisation de cette notion peut paraître, à première vue, justifiée. Si l'on se réfère à ce qui a été dit précédemment, les arguments qui plaident en faveur de son utilisation, dans le domaine du choix du logement et de sa localisation, peuvent être les suivants :
- 13 – L'élaboration d'une stratégie semble d'autant plus cruciale qu'elle met en jeu de nombreux aspects de la vie économique, sociale, culturelle et symbolique des ménages. En effet, le logement, support des pratiques quotidiennes et familiales, est un produit « *dans lequel la composante symbolique entre pour une part particulièrement forte... (il) peut-être aussi une occasion d'investissements économiques, un placement... une forme de thésaurisation, et un investissement affectif dans la mesure où il enferme un projet de reproduction biologique et sociale.* » (Bourdieu, 1989).
- 14 – Les personnes ou les familles peuvent se livrer à un calcul de leurs disponibilités financières, comparer entre tel ou tel type d'habitat (individuel ou collectif), orienter ensuite leurs recherches en fonction du « champ des possibles » résidentiels et explorer les différentes filières d'accès au logement. Elles peuvent anticiper à long terme (en

liaison avec leurs projets familiaux et professionnels) et procéder à un « calcul » rationnel des coûts et avantages de chaque alternative qui s'offre à eux. Faire des économies, solliciter l'aide de la famille, étudier les plans de financement et les diverses aides publiques auxquelles elles ont droit, entamer des démarches auprès des institutions publiques auxquelles elles ont droit, entamer des démarches auprès des institutions publiques et bancaires, peuvent être considérés comme les différentes étapes d'une stratégie qui vise, par exemple, à constituer un patrimoine « sécurisant » et transmissible aux enfants, dans le cas d'une accession à la propriété. Dans ce cas, il serait peut-être plus approprié de parler de *stratégies patrimoniales* (Gotman, 1987).

- 15 – Les enjeux en termes de localisation sont souvent primordiaux (et peuvent primer sur le désir d'accès à la propriété) car celle-ci conditionne les modalités de gestion de la vie familiale et professionnelle. Ces enjeux sont « concrets » et peuvent donc être souvent explicités : se rapprocher de son travail, pouvoir inscrire ses enfants dans des établissements scolaires prestigieux, résider dans une partie de l'agglomération conforme au mode de vie souhaité, etc. Les ménages peuvent ainsi définir et hiérarchiser les priorités, en cherchant à contourner les obstacles qui pourraient les obliger à procéder à des réajustements et à réorienter leur recherche.
- 16 Toutefois, ceci n'implique-t-il pas que les ménages aient des projets clairs et bien définis, qu'ils soient relativement bien « ancrés » dans la vie sociale ou bien insérés sur le marché du travail, qu'ils possèdent les moyens de mobiliser des ressources de tous ordres (surtout en région parisienne) et qu'ils disposent d'atouts pour faire face aux fortes contraintes du marché immobilier ? Aballéa et Auclair (1988, p. 13) pensent ainsi que le migrant « *ne maîtrise pas assez sa situation pour développer de réelles stratégies* ». Passeron (cité par Godard, 1987), estime par ailleurs que les capacités de stratégies diffèrent d'un milieu social à l'autre. Selon lui, dans la plupart des cas, on a simplement affaire à une suite de *coups tactiques*.
- 17 Grafmeyer et Bensoussan (1987), dans leur étude sur les processus de valorisation et les itinéraires résidentiels dans différents quartiers de l'agglomération lyonnaise, ont montré que certains individus mettent en œuvre des *stratégies volontaristes d'intégration*, en citant le cas de ménages pour lesquels l'adresse, la carte de visite, jouent un rôle, notamment au travers d'enjeux professionnels. Il est cependant intéressant de noter qu'ils ont pris le parti d'étudier plus particulièrement « *des types de population qui, de par les ressources matérielles et sociales qu'elles peuvent mobiliser, disposent d'une relative capacité de choix, suffisante en tout cas pour que l'on puisse repérer des stratégies, des arbitrages et des carrières (résidentielles, professionnelles ou sociales)* ».
- 18 Mais le recours à la notion de stratégie peut s'avérer d'autant plus problématique qu'on peut parfois avoir affaire à une « rationalisation *a posteriori* », et à une reconstruction du passé tendant à justifier la situation actuelle qui, en fait, correspondrait à une série de hasards et résulterait de contraintes exogènes que l'on a eu à subir et que l'on a intérêt parfois à occulter pour les supporter psychologiquement.
- 19 Tel pourrait être le cas de certains ménages « captifs » du parc social et qui logent en HLM, après s'être vus attribuer un logement au terme de plusieurs années d'attente, sans que celui-ci corresponde à un choix quelconque. Ainsi, dans certains cas, on pourrait penser que cette notion de stratégie a un sens beaucoup plus restrictif, tant les contraintes structurelles sont importantes et limitent le « champ des possibles ». Il s'agit alors peut-être de dissocier le choix du type d'habitat et le choix du lieu de résidence. Le cas des femmes seules, « chefs de famille », hébergées dans des foyers d'accueil pour

femmes victimes de violences et qui attendent parfois plusieurs mois avant de se voir attribuer un logement en HLM (le seul type de logement auquel elles peuvent, dans la plupart des cas, prétendre) est, à ce titre, particulièrement révélateur. Dans le cadre d'une recherche en cours⁴ sur la clientèle de ces foyers (financés par la DDASS) et les modalités de leur réinsertion sociale, on constate que celles qui ont une activité rémunérée (ce qui est le cas de la plupart d'entre elles) savent souvent entreprendre une série de démarches, en ce qui concerne le lieu de résidence, qui peuvent être qualifiées de stratégiques : avec l'aide de l'assistante sociale et du personnel des foyers, elles sollicitent tous les organismes (privés et publics) susceptibles de les aider financièrement et, parfois, l'entreprise où elles travaillent pour bénéficier du 1 % patronal, elles s'inscrivent sur les listes d'attente des organismes HLM qui disposent de logements dans les secteurs où elles aimeraient résider et renouvellent périodiquement leur demande. « Captives » du logement social, du fait de leurs ressources financières limitées, elles peuvent pourtant déployer des stratégies en ce qui concerne la localisation : celle-ci, en effet, est un enjeu primordial dans les modalités de gestion de leur vie quotidienne. N'ayant pas les moyens d'acheter une voiture, ayant souvent de jeunes enfants à charge, elles veulent résider dans des secteurs ou quartiers ayant des écoles à proximité et bien desservis par les réseaux de transports en commun dont elles sont dépendantes pour se déplacer et pouvoir se rendre à leur travail. Leur objectif dans ce domaine est donc clair et précis, les enjeux bien explicités : c'est bien parce que leur marge de manœuvre est étroite qu'elles doivent absolument élaborer une stratégie résidentielle qui conditionnera la réussite de leur réinsertion sociale, après la rupture de leur vie conjugale. On retrouve à leur propos les caractéristiques essentielles des définitions présentées plus haut : il y a anticipation, existence d'actions coordonnées et cohérentes entre elles et étalées dans le temps pour atteindre un objectif bien défini.

- 20 Dans cette perspective, peut-on alors considérer que les classes les plus privilégiées aient besoin de mettre en place des stratégies résidentielles puisqu'elles ont le choix de résider n'importe où, grâce à leurs revenus ?
- 21 Pour les ménages de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie fortunée, en effet, la contrainte économique est réduite, voire nulle. *« Lorsqu'on atteint des loyers mensuels de 15 000 francs ou plus, des prix d'achat au mètre carré dépassant les 30 000 francs, la stratégie résidentielle des agents pouvant consacrer de telles sommes à leur logement devient pratiquement indépendante du niveau des prix du marché immobilier... ainsi il existe une logique autre qu'économique au choix d'un appartement de taille moyenne à Neuilly, dont le prix est équivalent ou supérieur à celui d'une grande maison bourgeoise et de son parc dans une commune de banlieue moins prestigieuse ».* (Pinçon, Pinçon-Charlot, 1988, p. 126). De même, selon ces auteurs, *« dans un milieu professionnel comme celui des hauts fonctionnaires, où le plan de carrière est une réalité si concrète que les intéressés eux-mêmes s'y réfèrent constamment, on doit pouvoir parler de stratégie résidentielle ».* Pourtant, pour ces catégories privilégiées, le fait de loger dans les « beaux quartiers » parisiens semble « aller de soi » et ne paraît pas nécessiter, contrairement aux catégories moins favorisées, la mobilisation de tous les atouts et de toutes les ressources du ménage. Il est vrai que d'autres contraintes pèsent sur elles, liées aux impératifs de la reproduction sociale et au maintien de leur position dominante : *« les classes dominantes n'ont pas en vérité d'autre choix, sauf à risquer le déclassement, que de vivre entre elles ».* (Pinçon, Pinçon-Charlot, 1989, p. 255).
- 22 Les classes moyennes ont certes des ressources financières plus limitées que celles des catégories précédentes : doit-on pour autant en conclure qu'elles « sont souvent dans la

situation de devoir subir un espace qu'elles n'ont pas choisi » (Pinçon, Pinçon-Charlot, 1989) ? Ne doivent-elles pas, au contraire, (et peut-être de façon plus impérieuse que les catégories précédentes) faire preuve de fortes capacités stratégiques pour résider là où elles le souhaitent tout en satisfaisant des aspirations souvent contradictoires ?

- 23 En effet, au sein de ces catégories, les exigences de confort s'accroissent et la norme d'une chambre pour chaque enfant est de plus en plus prégnante. Les parents recherchent souvent des espaces propices, selon eux, à l'éducation des enfants et proche de « bons » équipements scolaires. Ceci peut s'avérer incompatible avec le souhait éventuel de la mère et/ou du père de résider dans le centre de Paris, à proximité de son travail, par exemple, ou pour mener le mode de vie souhaité. Le choix entre la location d'un appartement bien situé et l'accession à la propriété d'une maison individuelle peut être un dilemme. D'autre part, au sein des couples, les deux conjoints exercent de plus en plus fréquemment une activité professionnelle, ce qui limite le « champ des possibles résidentiels » si les lieux respectifs de leur emploi ne coïncident pas. Leurs représentations des différents espaces peuvent également orienter leur choix⁵. Ces ménages doivent donc souvent hiérarchiser leurs aspirations, procéder à une série d'arbitrages et aboutir à un compromis acceptable. Ils peuvent difficilement, dans ce cas, éviter d'anticiper sur les conséquences de leur choix, même si celles-ci ne sont pas toutes prévisibles. Le déploiement d'une stratégie (ou d'une série de « coups tactiques » ?) semble alors plausible. Il semble, toutefois, que ce type d'actions « stratégiques » (soustendues par des logiques professionnelle, familiale et résidentielle cohérentes entre elles) s'avère peu compatible avec des projets flous ou incertains liés à des situations familiales instables ou à des situations professionnelles précaires ou sujettes à des mutations.
- 24 Ces quelques réflexions renvoient à des questions qui mériteraient bien sûr des investigations plus approfondies, mais elles suggèrent déjà la nécessité d'utiliser la notion de *stratégie* avec prudence, du moins dans le domaine du choix du logement et du lieu de résidence, tant elle peut recouvrir des réalités sociales différentes. Néanmoins, le recours à cette notion peut parfois être pertinent, à condition de déceler les types de rationalité et les logiques sous-jacentes aux attitudes et pratiques des acteurs concernés. La mise en relation des choix en matière d'habitat et de lieu de résidence avec les comportements familiaux et professionnels, les modes de vie et les systèmes de valeurs qui les sous-tendent, semble une démarche nécessaire mais qui implique des approches méthodologiques complémentaires (quantitative par le recours à des enquêtes statistiques et qualitative grâce à des entretiens approfondis).
- 25 Lorsque des *stratégies résidentielles* semblent être identifiées, il s'agit donc d'abord de tenir compte des contraintes structurelles qui déterminent la marge de manœuvre des acteurs, d'évaluer leurs ressources, puis de resituer leurs actions dans un ensemble plus large de stratégies pour qu'elles prennent tout leur sens ou même de les considérer, dans certains cas, comme une des dimensions ou un sous-ensemble de stratégies plus globales.

NOTES

1. Les références bibliographiques figurent après le débat qui suit cette communication.
 2. Cette enquête sur le choix du logement en région Ile-de-France s'est faite en collaboration avec l'INSEE et s'inscrit dans le cadre d'une recherche, financée par la Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France, sur les processus de ségrégation sociale. Le questionnaire a été élaboré par Martine Berger, Jacques Brun et Jeanne Fagnani. L'échantillon comporte 1 400 ménages résidant dans six sites de la région.
 3. Le mot de *stratégie* vient du grec ancien et désigne le général en chef. Selon le dictionnaire Littré, la stratégie est « *l'art de préparer un plan de campagne, de diriger une armée sur les points décisifs ou stratégiques, et de reconnaître les points sur lesquels il faut, dans les batailles, porter les plus grandes masses de troupes pour assurer le succès* ».
 4. Recherche financée par le Secrétariat aux droits de la femme et menée en collaboration avec la fédération « Solidarité Femmes ».
 5. C'est pourquoi, dans le questionnaire que nous avons élaboré dans le cadre de notre enquête sur le choix du logement en région parisienne, nous interrogeons les ménages sur les espaces où ils ont recherché un logement et sur ceux qu'ils ont voulu éviter.
-

RÉSUMÉS

En se référant à quelques travaux significatifs et aux différentes définitions proposées par des sociologues qui recourent au concept de stratégie, l'auteur s'interroge sur la pertinence et l'intérêt de son utilisation dans le domaine de la mobilité résidentielle des ménages et du « choix » de leur logement. Les investigations en termes de stratégies peuvent parfois s'avérer fructueuses, à condition de déceler les types de rationalité et les logiques sous-jacentes aux pratiques des acteurs concernés. Si des stratégies résidentielles peuvent être identifiées, elles doivent être replacées dans un ensemble plus large de stratégies concernant les pratiques familiales et professionnelles.

Some thoughts about the concept of strategy in social geography

Is it relevant to use the concept of strategy when analyzing the households' residential mobility and housing choice? Referring to some definitions given by sociologists, some related issues are raised. If some action in the field of housing choice is open to investigation in terms of strategies, it should be placed within a framework including family and professional life.

INDEX

Mots-clés : logement, stratégie, Choix résidentiel, Ménages

Keywords : housing, strategy, Residential choice, Households

AUTEUR

JEANNE FAGNANI

Chargée de recherche au CNRS, elle poursuit actuellement des recherches sur l'activité professionnelle et la vie familiale des femmes, les pratiques de fécondité dans les couches moyennes et le choix du logement en région Ile-de-France. Publication à paraître : « Urban city size and mothers' labour force participation », *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, Amsterdam.